

Japon-Russie : Vers un rapprochement stratégique ?



Céline Pajon

Septembre 2013



Centre Russie/NEI,
en coopération avec
le Centre Asie, Ifri

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

**Centre Russie/NEI,
en coopération avec le Centre Asie, Ifri**

**© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2013
ISBN : 978-2-36567-195-8**

IFRI
27 RUE DE LA PROCESSION
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE
TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00
FAX : 33 (0)1 40 61 60 60
E-MAIL : ifri@ifri.org

IFRI-Bruxelles
RUE MARIE-THERESE, 21
1000 BRUXELLES
TEL. : 32(2) 238 51 10
FAX : 32 (2) 238 51 15
E-MAIL : info.eurifri@ifri.org

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (évaluation par des pairs et suivi éditorial).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique, vous pouvez écrire à l'adresse suivante : info.russie.nei@ifri.org

Derniers numéros

- E. Stepanova, « L'Afghanistan après 2014 : quel impact pour la Russie ? », *Russie.Nei.Visions*, n°71, mai 2013 ;
- N. Poussenkova, « Politique énergétique russe à l'Est : le casse-tête chinois de Rosneft », *Russie.Nei.Visions*, n°70, avril 2013 ;
- R. Bourgeot, « Russie-Turquie : une relation déterminée par l'énergie », *Russie.Nei.Visions*, n°69, mars 2013.

Auteur

Céline Pajon est chercheur au Centre Asie de l'Institut français des relations internationales (Ifri) depuis 2008 et chercheur associé au Canon Institute for Global Studies (CIGS). Diplômée en relations internationales et en géopolitique de l'Asie du Nord-est, elle consacre ses recherches à la politique étrangère et la posture de défense du Japon. Parmi ses publications récentes :

- « Japan and the South China Sea : Forging Strategic Partnerships in a Divided Region », *Asie.Visions* 60, janvier 2013 ;
- « Crossing the Line – A New Status Quo in the East China Sea? », *Ifri-CIGS Op-Ed Series*, 22 octobre 2012 ;
- « Les relations nippono-russes : derrière la recrudescence des tensions, *business as usual* ? », *Monde chinois-nouvelle Asie*, n°28, hiver 2011-2012, p. 70-77.

Sommaire

RÉSUMÉ	4
INTRODUCTION	5
COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE ET ÉQUILIBRE DES PUISSANCES	7
La coopération énergétique, moteur de la relation	7
La Russie sur l'écran radar de la diplomatie japonaise des ressources.....	7
La réorientation énergétique russe vers l'Est et le difficile partenaire chinois	8
Développer et intégrer l'Extrême-Orient russe – une coopération économique à haut potentiel	10
Une coopération stratégique motivée par la transformation des rapports de force en Asie Pacifique	11
L'ajustement des stratégies nationales face à la montée en puissance de la Chine	11
L'activisme militaire russe en Extrême-Orient et l'opportunité d'une coopération de sécurité.....	13
UN OBSTACLE MAJEUR : LA DIFFICILE ÉQUATION DU CONTENTIEUX TERRITORIAL	15
Le contentieux territorial : un dossier complexe mais pas indépassable	15
Le Japon perd du terrain sur le dossier territorial	15
Une nouvelle dynamique pour la résolution du différend ?.....	17
Les contraintes internes et externes : politique intérieure et tensions régionales	18
L'absence de stratégie russe en Asie et la dépendance face à la Chine	18
Les facteurs de politique intérieure japonaise et russe	19
CONCLUSION	21

Résumé

Les pourparlers de paix, relancés en mars 2013 par Shinzo Abe et Vladimir Poutine ont-ils aujourd'hui une chance d'aboutir ? Une fenêtre d'opportunité s'est en effet ouverte pour un rapprochement historique entre la Russie et le Japon. Les intérêts et stratégies des deux pays convergent sur les dossiers vitaux que constituent la coopération énergétique et l'équilibre des puissances en Asie. Tokyo considère Moscou comme un acteur important de sa sécurité énergétique dans le contexte post-Fukushima et le Japon est un partenaire asiatique essentiel au développement et à l'intégration de l'Extrême-Orient russe. Par ailleurs, les deux nations partagent des inquiétudes à l'égard de la montée en puissance de la Chine, qui pourrait remettre en cause la multipolarité régionale. L'approfondissement de leur relation permet donc également à Moscou et Tokyo de diversifier leurs partenaires diplomatiques, dans une démarche de contrepoids vis-à-vis de Pékin.

Le renforcement des intérêts stratégiques communs dans ce nouveau contexte géopolitique doit permettre le dépassement de la question territoriale. Des signes de flexibilité sont perceptibles, notamment du côté de Tokyo, qui prend conscience que le *statu quo* se prolonge à son désavantage. Toutefois le dossier reste otage d'une approche en termes de prestige, qui n'examine pas les véritables intérêts nationaux en jeu. Si le retour d'hommes forts à la tête des nations russes et japonaises est une condition *sine qua non* d'une réconciliation, cette dernière reste toujours fortement contrainte par les forces conservatrices internes d'une part, et le contexte régional de tensions autour des conflits frontaliers, d'autre part. Tokyo et Moscou devraient donc se consacrer en priorité à la construction d'éléments structurants au sein de leur relation, avant de réussir à s'extraire des contraintes internes et externes qui pèsent encore sur les négociations pour un traité de paix.

Introduction

Après plus de 68 ans d'atermoiements, Tokyo et Moscou sont-ils enfin décidés à signer à un traité de paix ? Vladimir Poutine et Shinzo Abe se sont au moins entendus pour relancer formellement les négociations lors d'une visite historique du Premier ministre japonais à Moscou en mars 2013. Russie et Japon sont en effet techniquement toujours en guerre, le différend territorial autour des Territoires du Nord (Kouriles du sud pour les Russes)¹ ayant interdit jusqu'à présent un règlement définitif du conflit qui les a brièvement opposés aux derniers jours de la Guerre du Pacifique.

Si la question territoriale ne constitue plus depuis longtemps un frein au développement de la relation économique², cette dernière reste bien en deçà de ses potentialités. La méfiance politique héritée de la Guerre Froide s'est amenuisée, sans pour autant conduire à une amitié entre des voisins qui se perçoivent toujours comme « distants »³. La relation cordiale nippon-russe s'établit sur des bases pragmatiques, visant principalement à développer la coopération énergétique. Toutefois, les deux voisins n'ont pas ressenti jusqu'alors l'urgence de solder le litige qui les oppose pour forger un partenariat plus approfondi.

L'évolution du contexte géopolitique et du rapport de force dans la région pourrait changer la donne, en offrant à Tokyo et Moscou une fenêtre d'opportunité pour effectuer un rapprochement que l'on pourrait qualifier de stratégique. Russie et Japon partagent en effet des intérêts communs liés à la sécurité énergétique (sécurisation des marchés d'exportation pour la Russie et sécurité des sources d'approvisionnements pour le Japon dans le contexte post-Fukushima), à leur développement et intégration économique en Asie

L'auteur souhaite remercier le Canon Institute for Global Studies pour le soutien apporté lors de son séjour de recherche à Tokyo en avril 2013, ainsi que les personnalités qui ont bien voulu lui accorder un entretien à cette occasion.

¹ Les Territoires du nord (ou Kouriles du sud pour les Russes) sont composées des quatre îles méridionales de la chaîne des Kouriles (Etorofu, Kunashiri, Shikotan et les Habomai pour les Japonais, Iturup, Kunashir, Shikotan et les Habomai pour les Russes) situées au nord d'Hokkaido et au sud de Sakhaline. Sous administration russe depuis le 18 août 1945, elles comptent aujourd'hui 16 400 habitants. Dans cette étude, les îles seront désignées par leurs acceptions japonaises.

² Selon l'approche dite de l'« expanded equilibrium » (*kakudai kinkō*) proposée par le Premier ministre Takeshita en 1989, le développement de la relation économique ne doit plus être conditionné aux progrès réalisés sur le dossier territorial. H. Kimura, *The Kurilian Knot, A History of Japanese-Russian Border Negotiations*, Stanford, Stanford University Press, 2008, p. 105.

³ T. Akaha, « A Distant Neighbor: Russia's Search to Find its Place in East Asia », *Global Asia*, Vol. 7, n°2, été 2012.

et, plus globalement, en matière de géostratégie régionale, les deux acteurs aspirant au maintien d'une Asie multipolaire. Les inquiétudes liées à la montée en puissance de la Chine et l'importance centrale de la problématique énergétique pour Tokyo comme pour Moscou rendent aujourd'hui évidents les bénéfices d'une coopération renforcée. Dans ce contexte, le retour au pouvoir de dirigeants charismatiques pourrait faciliter les arbitrages politiques et permettre de faire graduellement passer le contentieux frontalier au second rang de la relation.

Pour autant, d'importants obstacles devront être surmontés. Le différend territorial a fait l'objet de tensions en 2010 et 2012 et reste un dossier sensible. S'ajoutent un certain nombre de contraintes externes (rôle du facteur chinois) et internes (poids des résistances et opinions publiques), qui compliquent l'équation et contribuent à freiner la signature d'un accord de paix entre les deux États.

Coopération énergétique et équilibre des puissances

La coopération énergétique, moteur de la relation

La Russie sur l'écran radar de la diplomatie japonaise des ressources

La catastrophe de Fukushima a reposé de manière aigüe la question de la sécurité énergétique du Japon. Les importations d'hydrocarbures ont compensé l'arrêt de la quasi-totalité des réacteurs nucléaires. En particulier, les livraisons de gaz liquéfié (GNL) par le Japon ont progressé de 25 %, alors que le prix d'achat de la ressource par Tokyo s'appréciait de plus de 55 % (autour de 800 dollars la tonne)⁴. La hausse de la facture des hydrocarbures, accentuée depuis fin 2012 par la baisse significative du yen a ainsi contribué au premier déficit commercial de l'archipel depuis 1980. Outre la réorientation de la stratégie énergétique du pays, toujours en discussion, la réduction du coût de l'énergie importée est donc devenue une urgence politique.

Le retour au pouvoir du Parti Libéral Démocrate (PLD) en décembre dernier a rebattu les cartes en matière de choix énergétique, ouvrant la voie au redémarrage des réacteurs nucléaires qui respectent les nouvelles normes de sécurité. Pour autant, la « diplomatie des ressources »⁵ (*shigen gaikô*) amorcée par le gouvernement démocrate de Yoshihiko Noda (septembre 2011-décembre 2012) n'a pas été remise en cause par son successeur Shinzo Abe. Dans ce contexte, l'importance de la Russie a été soulignée lors de la « tournée énergétique » du Premier ministre nippon en mars-avril dernier, dont Moscou constituait la première étape⁶. L'accès aux hydrocarbures russes présente un double avantage pour le Japon : il permet, d'une part, de diversifier ses

⁴ Sh. Itoh, « Energy Security in Northeast Asia: A Pivotal Moment for the US-Japan Alliance », *Brookings Northeast Asia Commentary*, mars 2013, <www.brookings.edu/research/opinions/2013/03/12-energy-security-ito>.

⁵ Pratiquement dépourvu de ressources propres, le Japon est familier depuis le premier choc pétrolier de cette diplomatie des ressources visant à sécuriser des approvisionnements stables et peu onéreux d'énergie et de matières premières.

⁶ Après la Russie, Shinzo Abe s'est rendu en Arabie Saoudite et aux Émirats arabes unis dans la perspective de vendre les technologies japonaises et assurer des approvisionnements de pétrole. R. Yoshida, « Globe-trotting Abe has Energy on the Brain », *The Japan Times*, 27 avril 2013.

sources d'approvisionnement (la Russie ne représente aujourd'hui que 3 % du pétrole et 9,3 % du GNL importés)⁷ et, d'autre part, de réduire les coûts et les risques associés au transport de marchandises.

Afin de sécuriser ses approvisionnements, le Japon a notamment fait le choix d'investir dans les infrastructures se situant en amont des industries pétrolière et gazière (*upstream* – l'exploration et le développement des gisements). En juin 2013, la société d'Etat JOGMEC (Japan Oil, Gas and Metals National Corporation) a ainsi annoncé sa participation à hauteur de 49 % dans le développement des gisements d'hydrocarbures de Chonsk en Sibérie orientale, en coopération avec Gazprom Neft⁸. D'autres accords impliquant des entreprises privées nippones pourraient voir le jour, l'intérêt pour l'exploitation des champs de pétrole en Sibérie orientale s'étant accru depuis l'ouverture fin décembre 2012 de la branche orientale de l'oléoduc ESPO reliant le port de Kozmino.

Dans le secteur gazier, le projet-phare de la coopération énergétique nippo-russe est la construction conjointe d'une usine de liquéfaction de gaz à Vladivostok par Japan Far East Gas Co., un consortium d'entreprises japonaises, et Gazprom⁹. Un protocole d'accord signé en juin 2013 entre les deux groupes prévoit que la centrale produira 15 millions de tonnes de GNL par an dès 2018, dont 70 % à destination du Japon. Cet investissement doit permettre au Japon de négocier un gaz à moindre coût, alors que Tokyo cherche à redéfinir le mode de fixation du prix d'achat de son gaz sur le marché, jusqu'alors lié au cours du pétrole brut.

Par ailleurs, la collaboration nippo-russe sur l'île de Sakhaline devrait continuer à s'étendre. L'archipel reçoit depuis 2008 du GNL de la seule usine de liquéfaction russe de Sakhaline II, dont 22,5 % du capital est détenu par des entreprises nippones. Des contrats de fourniture de long terme sont signés pour plus d'un tiers de la production du gisement. En avril, Rosneft a annoncé un accord avec la compagnie japonaise Marubeni pour le développement conjoint d'une nouvelle usine de liquéfaction sur les champs de Sakhaline III, avec un accord préliminaire d'achat¹⁰.

Le développement de la coopération avec le Japon est également une priorité pour Moscou, qui souhaite diversifier ses partenaires en Asie orientale.

La réorientation énergétique russe vers l'Est et le difficile partenaire chinois

Moscou cherche à développer ses marchés d'exportation en Asie et mettre en valeur ses gisements d'hydrocarbures en Sibérie orientale et

⁷ U.S. Energy Information Administration, Independent Statistics and Analysis, Japan, <www.eia.doe.gov/cabs/Japan.html>.

⁸ Le gaz viendra des Champs de Sibérie orientale et de Sakhaline. « Gazprom Neft, Japan to Start Siberia Oil Output in 2016 », *Reuters*, 7 juin 2013.

⁹ « ITOCHU Announces Signing of Memorandum Of Understanding for Vladivostok LNG Project », 24 juin 2013, <www.itochu.co.jp/en/news/2013/130624.html>.

¹⁰ « Rosneft Took Part in the St Petersburg International Economic Forum on June 20-22, 2013 », Press release, <www.rosneft.com/news/today/22062013.html>.

à Sakhaline. Cette réorientation est d'autant plus urgente que la demande européenne, notamment en gaz russe, stagne, et que l'exploitation de sources nouvelles ou non-conventionnelles (Afrique de l'est, gaz de schiste américain), fait craindre une baisse structurelle des prix. La Russie doit donc sécuriser à la fois des investissements et des marchés lui permettant d'exploiter ses champs orientaux, avant que sa posture de négociation ne soit davantage affaiblie. La stratégie énergétique prévoit ainsi que, d'ici 2030, l'Asie recevra 25 % du pétrole et près de 20 % des livraisons de gaz russes¹¹.

La Chine, dont la demande énergétique est en pleine expansion, est un partenaire prioritaire pour la Russie. La coopération pétrolière se développe résolument, malgré quelques irritants liés à des approches parfois divergentes des acteurs russes et chinois¹². En juin 2013, le groupe Rosneft a ainsi annoncé le doublement de ses livraisons annuelles de pétrole vers la Chine, confirmant un accord d'un montant historique (270 milliards de dollars) entre les deux pays¹³.

Le véritable enjeu et défi pour la Russie aujourd'hui est de réussir à conclure un accord gazier de grande ampleur avec la Chine, essentiel à son ancrage durable sur le marché asiatique¹⁴.

Les négociations conduites depuis 2006 par Gazprom achoppent toujours sur la question du prix¹⁵. Si la signature « historique » d'un protocole d'accord a été annoncée en mars dernier lors de la visite de Xi Jinping à Moscou, les experts sont très circonspects sur une finalisation rapide du contrat. D'une part, des obstacles importants (dont celui du prix) restent à être surmontés, d'autre part, la Chine dispose aujourd'hui d'atouts et de compétences lui permettant de jouer les prolongations pour aboutir à un compromis satisfaisant ses intérêts¹⁶. Le recours aux capitaux chinois joue souvent un rôle essentiel pour faire aboutir les négociations, mais nourrit également certaines inquiétudes à l'égard d'une dépendance croissante vis-à-vis de la Chine dans le secteur énergétique¹⁷.

Si la Chine reste un partenaire prioritaire pour la Russie, en termes d'envergure du marché et de capacité, la complexité croissante

¹¹ N. Poussenkova, « Politique énergétique russe à l'est : le casse-tête chinois de Rosneft », *Russie.Nei.Visions*, n°70, Ifri, avril 2013, p. 7.

¹² Voir notamment B. Lo, *Axis of Convenience. Moscow, Beijing and the New Geopolitics*, Washington D.C., Brookings Institution Press, 2008, p. 132-153.

¹³ Le prépaiement chinois des livraisons à hauteur de 60 à 70 milliards de dollars a permis la signature de l'accord. C. Weaver et N. Buckley, « Russia and China Agree \$270bn Oil Deal », *Financial Times*, 21 juin 2013.

¹⁴ La livraison représenterait de 38 à 60 milliards de mètres cubes de gaz durant 30 ans (2018-2048). Voir K.-W. Paik, avec G. Lahn et J. Hein, « Through the Dragon Gate? A Window of Opportunity for Northeast Asian Gas Security », *Chatham House briefing paper*, décembre 2012.

¹⁵ Th. Gustafson et X. Zhou, « Beyond déjà vu this Time ? The Outlook for a Russian-Chinese Deal », *HIS CERA Insight*, 3 mai 2013.

¹⁶ Notamment, entretien avec Qinhuo Xu, directeur exécutif du Center for International Energy Strategy Studies et vice-directeur de l'Institute of Russia, Eastern Europe and Central Asian Studies, Université de Renmin, Paris, 28 juin 2013.

¹⁷ Dans le cas de Rosneft, voir N. Poussenkova, 2013, *op. cit.* [11].

des négociations avec Pékin (qui dispose d'autres options pour ses approvisionnements) fait apparaître le Japon comme un partenaire attractif.

Au-delà de la problématique énergétique, un autre enjeu majeur pour la Russie est celui du développement de son Extrême-Orient, pour lequel le Japon pourrait jouer un rôle important.

Développer et intégrer l'Extrême-Orient russe – une coopération économique à haut potentiel

Le développement de l'Extrême-Orient russe et de la Sibérie, vaste région riche en matières premières mais dépeuplée et encore sous-exploitée, fait partie des priorités du Président Poutine¹⁸. Vladivostok devait incarner la vitrine de la renaissance de l'Extrême-Orient russe lors du Sommet de l'APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation) qu'elle accueillait en septembre 2012. Plus de 20 milliards de dollars – soit 60 fois le budget annuel de la ville – y avaient été investis pour développer des infrastructures grandioses, mais peu adaptées au développement local¹⁹. En avril 2013, un ambitieux Programme de développement pour l'Extrême-Orient est adopté, dont l'objectif est notamment d'attirer les capitaux des pays limitrophes²⁰.

La Chine, qui partage avec la Russie une longue frontière, est un partenaire naturel et incontournable pour le développement de la région. Toutefois, des craintes subsistent quant au risque d'une « colonisation sourde » par la Chine, qui résulterait d'une migration massive de travailleurs ainsi que d'un afflux d'investissements²¹. Pour la Russie soucieuse d'impliquer d'autres acteurs, le Japon apparaît comme l'un des rares pays qui pourrait être intéressé et capable d'apporter les capitaux et les hautes technologies nécessaires dans la zone.

Pour le moment, les investissements japonais en Russie restent toutefois très limités (757 millions de dollars en 2012 – contre plus de 40 milliards de dollars de la part de la Chine)²². C'est d'abord le difficile climat d'investissement dans l'Extrême-Orient russe qui dissuade la plupart des entreprises japonaises de s'y aventurer²³. En proposant aux firmes japonaises des conditions avantageuses d'installation, la Russie cherche à inverser la tendance. Elle a d'ores et

¹⁸ A. C. Kuchins, *Russia Hosting the APEC Summit in Vladivostok: Putin's "tilt to Asia"*, CSIS, 5 septembre 2012.

¹⁹ Reste à voir si ce premier versement sera effectivement suivi d'une véritable politique de développement raisonné. T. Akaha, *op. cit.* [3].

²⁰ Ye. Kravtsova, « Business Climate Hindering Far East Investment », *The Moscow Times*, 21 juin 2013.

²¹ V. Ryzhkov, V. Inozemtsev, I. Ponomarev, « Continent Siberia », *Russia in Global Affairs* n°4, octobre/décembre 2012. A. Kireeva, « Russia' East Asia Policy: New Opportunities and Challenges », *Perceptions*, Vol. 17, n°4, hiver 2012, p. 60.

²² Source: JETRO – JETRO FDI Flows sur le site <www.jetro.go.jp/en/reports/statistics>.

²³ Yo. Nishimura, « Russia's Far East and Japan: Obstacles to Cooperation », *AJISS-Commentary*, n°98, 24 août 2010.

déjà réussi à attirer à Vladivostok des usines de production automobile²⁴.

Lors de sa visite à Moscou en avril dernier, Shinzo Abe était accompagné d'une délégation record de plus de 120 chefs d'entreprises, afin de présenter à son homologue russe un aperçu de l'étendue des coopérations possibles dans les secteurs clés pour la Russie. Une plate-forme d'investissement, dotée d'un milliard de dollars a été mise en place et doit permettre d'intensifier les collaborations dans les domaines des infrastructures, des hautes technologies médicales, des villes intelligentes et des énergies renouvelables. Malgré les efforts de Moscou, le secteur privé japonais reste prudent, d'autant que les incitations et assurances traditionnellement apportées par les organismes publics restent encore limitées. En cause, la persistance du différend territorial. Tokyo fait ainsi miroiter que des concessions sur les îles pourraient aboutir à une vraie politique de soutien aux investissements dans la zone²⁵.

Une coopération stratégique motivée par la transformation des rapports de force en Asie Pacifique

L'ajustement des stratégies nationales face à la montée en puissance de la Chine

Malgré le dynamisme du partenariat stratégique sino-russe – la visite en grande pompe du nouveau Président chinois Xi Jinping en mars dernier visant à démontrer la « nature spéciale de la relation » – la méfiance reste de mise entre les deux voisins sur de nombreux dossiers. La Russie ne souhaite pas que sa stratégie asiatique puisse dépendre entièrement de la Chine. D'une part, Moscou n'admet pas le statut de « junior partner » qui l'attend face à une puissance chinoise en pleine expansion. D'autre part, la Russie se méfie des intentions de Pékin, qui s'est opposé de plus en plus fermement à ses voisins asiatiques ces dernières années, revendiquant des « intérêts fondamentaux » (*core interests*) définis de manière toujours plus étendue²⁶. Outre le phagocytage de son Extrême-Orient, la Russie redoute d'être progressivement marginalisée en Asie centrale face à une influence chinoise grandissante. Enfin, le fort intérêt de Pékin pour l'ouverture des routes arctiques et ses implications en matière

²⁴ K. Sekine, « Vladivostok becoming a Production Base for Japanese Autos », *Asahi Shimbun*, 12 septembre 2011.

²⁵ Entretien avec H. Asari, vice-directeur, et H. Fushita, chercheur, Japan Institute for International Affairs (JIIA), Tokyo, 17 avril 2013.

²⁶ V. Kashin, « The Sum Total of All Fears – The Chinese Threat Factor in Russian Politics », *Global Affairs*, 15 avril 2013.

énergétique et géostratégique constitue un nouveau facteur d'inquiétude pour Moscou²⁷.

L'analyse russe se rapproche de la perception japonaise, qui considère la Chine comme une opportunité économique, mais aussi comme une menace multiforme pour ses intérêts. Le risque posé par la rapide modernisation des forces armées chinoises et l'opacité des objectifs de Pékin a pris une tournure beaucoup plus concrète depuis septembre 2012 et la crispation autour des îlots Senkaku/Diaoyu. Le rachat par le gouvernement japonais de trois des îles à leur prioritaire privé a conduit à des tensions sans précédent entre les deux pays, faisant craindre l'escalade militaire²⁸. Pour Tokyo, cet épisode est symbolique de la volonté chinoise de transformer le *statu quo* dans la région en sa faveur.

Face à Pékin, le Japon adopte une approche à plusieurs niveaux, mêlant politique d'engagement, de contreponds et de dissuasion²⁹. Dans le contexte d'une polarisation croissante de l'Asie, entre puissance chinoise et « pivot » américain, une dimension importante de la stratégie japonaise consiste à construire un réseau de partenaires partageant ses intérêts. Ce réseau doit permettre de renforcer sa position face à la Chine et maintenir l'équilibre actuel des forces en Asie³⁰.

Dans ce cadre, un rapprochement avec la Russie serait considéré comme un atout de poids³¹. Les milieux diplomatiques et stratégiques japonais font le constat d'une relation sino-russe déséquilibrée, au sein de laquelle les irritants se multiplient, et qui semble de plus en plus complexe à gérer pour le Kremlin³². Tokyo y voit une opportunité de resserrer ses liens avec Moscou. Les tenants d'une « diplomatie basée sur les valeurs » visant à former une quasi-coalition des démocraties pour faire contreponds à Pékin, sont aujourd'hui tentés d'y intégrer Moscou³³. Les partisans d'une approche

²⁷ L. Jakobson et J. Peng, « China's Arctic Aspirations », *SIPRI Policy Paper*, n°34, novembre 2012.

²⁸ En janvier 2013, une frégate chinoise verrouille son radar de tir sur un destroyer des forces maritimes japonaises, qui ne réplique pas à cet acte considéré comme hostile. C. Pajon, « Crossing the Line. A New Status Quo in the East China Sea? », *Ifri-CIGS Op-Ed Series*, 22 octobre 2012.

²⁹ « Japan's Security Strategy toward China – Integration, Balancing and Deterrence in the Era of Power Shift », *The Tokyo Foundation, Policy Proposal*, octobre 2011, p. 30.

³⁰ R. Sahashi, « Security Partnerships in Japan's Asia Strategy – Creating Order, Building Capacity and Sharing Burden », *Asie.Visions*, n°61, février 2013.

³¹ Entretiens avec des experts des milieux diplomatiques et stratégiques japonais, Tokyo, avril 2013, dont B., ministère des Affaires étrangères japonais, Tokyo, 19 avril 2013.

³² Chapter 7: « The Second Putin Administration's Stance toward China and Focus on Asia », in *East Asia Strategic Review (EASR) 2013*, The National Institute for Defense Studies (NIDS), Tokyo, The Japan Times, mai 2013, p. 243-297. Entretiens avec plusieurs experts des milieux diplomatiques et stratégiques japonais, Tokyo, avril 2013.

³³ La « diplomatie basée sur les valeurs » a été présentée en 2006 par Taro Aso, alors ministre des Affaires étrangères, aujourd'hui vice-Premier ministre. La première version de l'« arc de liberté et de prospérité » que souhaitait former le Japon n'incluait toutefois pas la Russie. Les théoriciens de cette approche, Shotaro Yachi, Nobukatsu Kanehara et Tomohiko Taniguchi, conseillent aujourd'hui le Premier ministre Abe.

plus coopérative avec la Chine (aujourd'hui en minorité³⁴) soulignent, eux, qu'un rapprochement avec Moscou ne peut s'effectuer que sur la base d'une coopération fonctionnelle. L'intégration de la Russie en Asie est considérée plus généralement comme positive pour l'environnement régional de sécurité. Moscou est un fournisseur essentiel d'énergie qui peut contribuer à modérer la compétition pour les ressources dans la région, et pourrait également participer à la protection des routes maritimes et à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive. Enfin, le Kremlin dispose de canaux de communication et d'influence auprès d'acteurs clés comme la Chine ou la Corée du Nord³⁵.

Cette démarche japonaise entre en résonance avec la volonté russe de diversifier ses partenaires en Asie pour relativiser sa dépendance à l'égard de la Chine. À Moscou, les partisans de l'école occidentaliste, bien qu'ils soient aujourd'hui minoritaires (voir *infra*), continuent d'affirmer que le Kremlin doit faire le choix de la démocratie libérale japonaise comme partenaire stratégique en Asie : contributeur potentiellement important au développement de son Extrême-Orient, l'archipel ne représenterait pas un risque pour les intérêts russes, contrairement au régime autoritaire chinois³⁶.

L'activisme militaire russe en Extrême-Orient et l'opportunité d'une coopération de sécurité

Dans la grande entreprise de modernisation et de réorganisation de ses forces armées, la Russie accorde une place prioritaire à son Extrême-Orient. Depuis 2010, le commandement stratégique unifié de l'Est supervise la flotte du Pacifique, les districts de Sibérie et de l'Extrême-Orient, qui doivent bénéficier de la majorité des nouveaux armements accordés à l'armée russe³⁷. Les deux porte-hélicoptères Mistral commandés à la France devraient par exemple être basés près de Vladivostok³⁸. Sur les Kouriles, l'enjeu est d'abord de moderniser la 18^e division d'artillerie (3500 hommes), sise à Etorofu et Kunashiri et chargée de la défense de la frontière orientale. Lors de sa visite aux Kouriles en novembre 2010, le Président russe avait constaté son état d'obsolescence et avait annoncé un plan d'amélioration des équipements militaires³⁹.

³⁴ Le chef de file de cette approche est Hitoshi Tanaka, ancien diplomate, aujourd'hui chercheur au Japan center for International Exchange et président de l'Institute for International Strategy au Japan Research Institute. Entretien avec l'auteur, Tokyo, 19 avril 2013.

³⁵ H. Asari, « A Case for Japan-US-Russia Trilateral Cooperation », *AJISS-Commentary* n°156, 5 septembre 2012.

³⁶ D. Trenin (directeur du centre Carnegie de Moscou), « Euro-Pacific Region », *Russia in Global Affairs*, 24 mars 2003. Voir aussi V. Ryzhkov, V. Inozemtsev, I. Ponomarev, 2012, op. cit. [21], et D. Trenin et Yu. Weber, « Russia's Pacific Future. Solving the South Kuril Islands Dispute », *The Carnegie Papers*, Carnegie Moscow Center, décembre 2012.

³⁷ V. Kashin, op. cit. [26].

³⁸ « Russia to Base French-made Assault Ships in Far East 0Ports », *RIA Novosti*, 16 avril 2013.

³⁹ K. Mizokami, « Why is Russia in a Mad Scramble to Fortify the Kurils? », *Japan Security Watch*, 10 février 2011.

Le regain d'activités militaires russes près de l'archipel, qui s'accompagne de violations aériennes répétées de l'espace aérien nippon fait l'objet d'une surveillance attentive de Tokyo, mais n'est pas perçu comme une marque d'animosité. Les milieux stratégiques japonais comprennent la nécessité pour Moscou de « pratiquer des exercices réguliers » visant à tester le matériel et l'efficacité de la chaîne de commandement réformée⁴⁰. Le renforcement de la présence militaire russe dans son Extrême-Orient est également interprété comme une réponse aux manœuvres chinoises, notamment dans l'Arctique⁴¹.

Loin d'être considéré comme un défi lancé au Japon, le réinvestissement stratégique russe en Asie orientale est donc perçu comme l'occasion de resserrer les liens militaires avec Moscou⁴². Depuis septembre 2011 et la perspective du retour de V. Poutine à la fonction présidentielle, les sollicitations russes se sont en effet multipliées pour renforcer la coopération de sécurité, notamment sur les mers⁴³. Nikolai Patrouchev, chef du Conseil de sécurité russe et proche du Président Poutine, s'était rendu à Tokyo en octobre 2012, pour officialiser la coopération entre le Conseil de Sécurité russe et le ministère des Affaires étrangères nippon. Enfin, lors du sommet d'avril 2013, le dialogue 2+2 (entre les ministères des Affaires étrangères et de la Défense) a été élevé au niveau ministériel. Ce développement est d'autant plus remarquable que Tokyo n'entretient ce niveau de dialogue qu'avec son allié américain et son partenaire australien.

Malgré cette convergence d'intérêts, de nombreux obstacles restent à surmonter pour établir un véritable partenariat stratégique.

⁴⁰ *Defense of Japan 2012*, Tokyo, Ministère de la Défense, juillet 2012, p. 55 et entretien avec Hiroshi Yamazoe, chercheur au National Institute for Defense Studies (NIDS), Tokyo, 16 avril 2013.

⁴¹ EASR, *op. cit.* [32], p. 275-280.

⁴² La coopération de sécurité est modeste et s'articule depuis 1999 autour de consultations entre ministères des Affaires étrangères et de la Défense, de dialogues entre autorités militaires au niveau des directeurs-généraux, et d'exercices navals basiques de type « search and rescue ». *Defense of Japan 2012*, *op. cit.* [40], p. 289.

⁴³ EASR, *op. cit.* [32], p. 280-281.

Un obstacle majeur : la difficile équation du contentieux territorial

Le contentieux territorial : un dossier complexe mais pas indépassable

Le Japon perd du terrain sur le dossier territorial

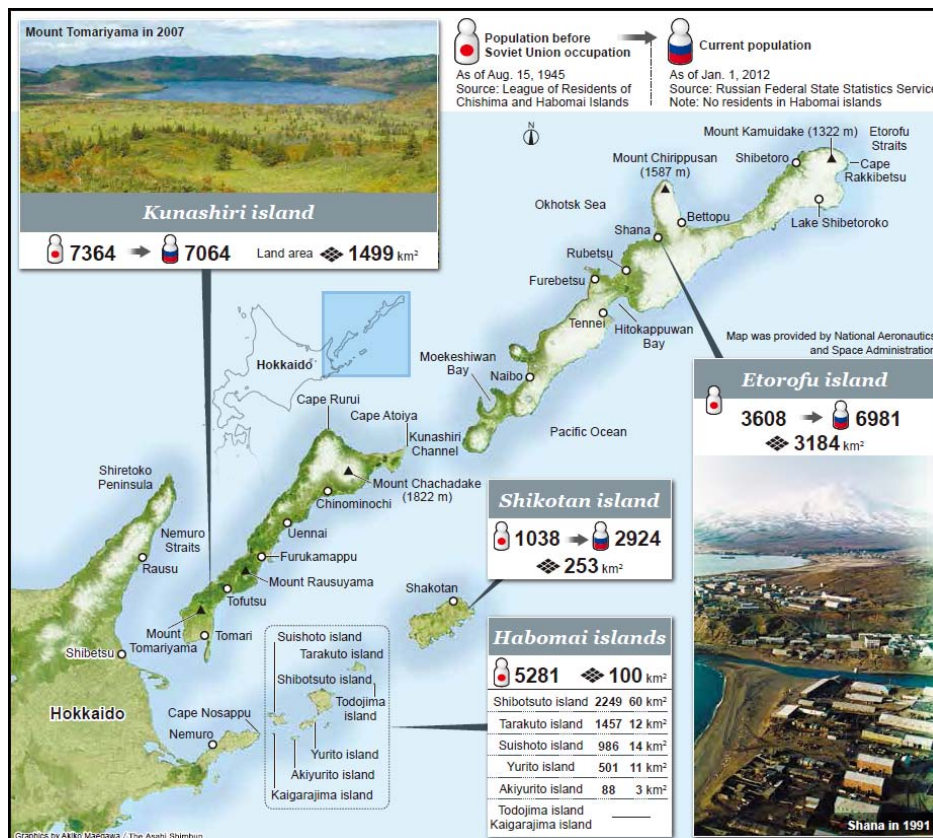
Pour rappel, le différend territorial nippo-russe concerne les quatre îles méridionales de l'archipel des Kouriles (Etorofu, Kunashiri, Shikotan, Habomai), qui courent de la péninsule du Kamchatka au nord d'Hokkaido. Le traité de Shimoda avait en 1855 attribué ces quatre îles au Japon, la Russie conservant la souveraineté sur les Kouriles nord. En 1875, Tokyo cède Sakhaline aux Russes, contre l'ensemble de la chaîne des Kouriles. Suite à la déclaration de guerre de l'Union Soviétique au Japon le 8 août 1945, les troupes de l'Armée rouge procèdent à la reconquête de l'ensemble des îlots, qui restent sous souveraineté soviétique, puis russe. La déclaration conjointe de 1956 met fin à l'état de guerre entre les deux pays et rétablit les relations diplomatiques. Dans cette déclaration, Moscou acceptait de céder au Japon, après la signature d'un traité de paix, les petites îles d'Habomai et Shikotan, les plus proches des côtes nippones.

Les approches russes et japonaises semblent irréconciliables. Alors que la Russie est prête à accepter la restitution de deux petites îles, comme l'évoquait la déclaration de 1956, Tokyo exige la rétrocession de la totalité des quatre îles en préalable à toute négociation de paix. Les différentes sessions de négociations (1993, 2001, 2006) n'ont pas permis de faire progresser le dossier, Moscou ne voyant aucun inconvénient à laisser le *statu quo* se prolonger. La position inflexible du Japon n'a pas joué en sa faveur mais lui a fait au contraire perdre du terrain.

Ces dernières années, l'intérêt des îles pour la Russie s'est en effet renforcé et Moscou s'est efforcé d'accroître son contrôle sur ces territoires. Le gouvernement fédéral investit aujourd'hui de manière plus active dans les Kouriles. Le Programme pour le Développement socioéconomique des Kouriles (2007-2015) de plus de 500 millions d'euros a permis la modernisation des infrastructures de transport sur Etorofu (goudronnage des routes, construction d'un port et d'un aéroport) et la construction prochaine d'une usine de transformation de

poisson à Shikotan⁴⁴. Le Japon, qui a refusé à plusieurs reprises de participer au développement économique des îles se voit ainsi progressivement marginalisé.

Les Territoires du nord/Kouriles du sud : situation, superficie et population



Source : *The Asahi Shimbun*, 2013.

En outre, la récente percée arctique renforce pour la Russie la valeur stratégique des îles Kouriles, qui peuvent participer au contrôle des passages en mer d'Okhotsk, traditionnellement perçue comme un sanctuaire pour ses forces stratégiques. Les milieux stratégiques russes se montrent d'ailleurs particulièrement opposés à la rétrocession des îles au Japon⁴⁵.

Ce renforcement de l'intérêt russe s'est accompagné d'un durcissement manifeste de l'attitude de Moscou sur ce dossier, symbolisé notamment par la visite historique du Président Medvedev en novembre 2010. Son voyage avait été précédé, le 27 septembre, d'une déclaration conjointe sino-russe ciblant implicitement le Japon et « condamnant les tentatives visant à falsifier l'histoire de la Seconde

⁴⁴ D. Nishimura, « Corporate Empire Winning Loyalties in Northern Territories », *The Asahi Shimbun*, 30 janvier 2013 et « La Russie investit dans les Kouriles », *Izvestia*, 22 janvier 2013.

⁴⁵ S. Hyodo, « Russia's Strategic Approach towards Asia », in S. Hyodo et C. Vendil Pallin (eds.), *Neighbourhood Watch. Japan and Swedish perspectives on Russian security*, NIDS-FOI, octobre 2012.

Guerre mondiale ». Cet affichage d'un « front commun » sino-russe a été perçu à Tokyo comme largement opportuniste⁴⁶. Par ailleurs, des témoignages russes confirment que la visite de Medvedev avait d'abord pour objectif de montrer à son opinion publique et à la communauté internationale que « la Russie est une puissance asiatique et qu'elle n'a pas l'intention de quitter l'Asie »⁴⁷. Malgré les vives protestations de Tokyo, Medvedev a réitéré sa visite en juillet 2012, alors qu'il était redevenu Premier ministre. Côté japonais, cette nouvelle réaffirmation de la souveraineté russe a été interprétée comme une manière de faire monter les enchères avant d'adopter une posture de négociation et de conciliation⁴⁸.

Une nouvelle dynamique pour la résolution du différend ?

Prenant acte des transformations géopolitiques en Asie, les dirigeants russes et japonais semblent avoir pris conscience de l'anachronisme de leur différend. Reste à définir une stratégie pour permettre un règlement de la question sans qu'aucun des acteurs ne se trouve lésé ou ne perde la face. Rappelant opportunément sa passion pour le judo, V. Poutine a indiqué sa volonté d'aboutir à un *hikiwake*, soit une solution mutuellement acceptable qui n'exige pas que soit désigné un vainqueur. Pour lui, cet objectif semble pouvoir être atteint si les deux pays développent leur coopération globale au point de faire passer la querelle au second plan de leur relation⁴⁹. Cette approche somme toute classique suscite d'abord la prudence du Japon, qui craint une nouvelle stratégie dilatoire. Elle peut toutefois dans le contexte actuel de frictions avec la Chine trouver un écho plus favorable chez les dirigeants japonais.

Les propositions de « solutions flexibles et innovantes », basées sur le retour au Japon d'au moins deux îles (2 îles+alpha), se sont en effet multipliées récemment, y compris de la part de personnalités conservatrices⁵⁰, et au sein du ministère des Affaires étrangères, traditionnellement partisan d'une ligne dure sur la question territoriale. Les partisans d'une solution pragmatique avec la Russie semblent ainsi avoir gagné du terrain. Pour certains conseillers de Shinzo Abe, la normalisation des relations avec la Russie est l'une des dernières grandes frontières de la diplomatie japonaise, et si la nécessité de conclure un traité de paix avec la Russie s'imposait, le contentieux territorial « ne devrait pas poser problème »⁵¹. En outre,

⁴⁶ *East Asian Strategic Review* 2011, NIDS, Tokyo, *The Japan Times*, 2011, p. 188.

⁴⁷ F. Loukianov, « Pourquoi Dmitri Medvedev est-il retourné aux Kouriles? », RIA Novosti, 5 juillet 2012.

⁴⁸ Notamment, entretien avec B., ministère des Affaires étrangères japonais, Tokyo, 19 avril 2013.

⁴⁹ Y. Suzuki, « Putin and the Northern Territories – A Reality Check », *Nippon.com*, 8 juin 2012.

⁵⁰ En janvier 2013, l'ancien Premier ministre conservateur Yoshihiro Mori suggère le retour de trois îles au Japon ; en 2009-2010, le conseiller Shotaro Yachi (aujourd'hui conseiller spécial de Shinzo Abe) propose le retour de trois îles et la moitié de Etorofu (3,5 îles) ; en 2006, Taro Aso (aujourd'hui vice-Premier ministre et ministre des finances) propose de partager les îles de manière égale en termes de superficie entre Russie et Japon.

⁵¹ Entretien avec A., conseiller, cabinet du Premier ministre, Tokyo, 17 avril 2013 ; Entretien avec B., ministère des Affaires étrangères japonais, Tokyo, 19 avril 2013.

l'opinion publique japonaise se montre plus ouverte que ses dirigeants : selon un sondage de mars 2013, deux tiers des Japonais soutiendraient une « solution flexible » (c'est-à-dire autre chose que le retour inconditionnel des quatre îles) avec la Russie⁵². Pour le moment toutefois, le débat autour des îles au Japon reste « kidnappé » par les tenants d'une approche en termes de prestige, qui n'examine pas les véritables intérêts nationaux en jeu⁵³.

En admettant qu'un compromis politique puisse avoir lieu sur la question des Kouriles, son délai de mise en œuvre serait conditionné par les facteurs de politique intérieure russe et japonaise et la situation géopolitique en Asie-Pacifique⁵⁴.

Les contraintes internes et externes : politique intérieure et tensions régionales

L'absence de stratégie russe en Asie et la dépendance face à la Chine

Malgré son intérêt pour la zone, la Russie n'a pas encore de stratégie asiatique. Ses actes sont soit destinés à l'audience domestique (visite de D. Medvedev aux îles Kouriles en 2012), soit visent à démontrer la présence et l'influence russe (participation aux exercices multilatéraux RIMPAC conduits par les États-Unis en 2012)⁵⁵.

La politique étrangère russe en Asie reste encore focalisée sur la Chine et gère avec difficulté la multipolarité de la région. Si la perception d'une menace chinoise reste vivace au sein des élites et de l'opinion publique, les tenants de l'école réaliste-étatiste, soutenant un partenariat stratégique avec l'irrésistible puissance chinoise, dominent aujourd'hui le débat⁵⁶.

De fait, la Chine est aujourd'hui le premier partenaire commercial de la Russie, si l'on excepte l'Union européenne⁵⁷. La coopération de sécurité entre Russie et Chine s'est renforcée ces

⁵² « Hoppô ryôdo mondai no yoronchôsa de sannin ni futariga jûnan na kaiketsuwo nozomu to kaitô ! » [2/3 des personnes interrogées sur la question des Territoires du Nord se prononcent pour une solution flexible !], *Yûrashia ! [Eurasia !]*, 18 mars 2013. Blog de Iijima Kazutaka, professeur, ancien journaliste responsable du bureau Russie du Mainichi Shimbun.

⁵³ A. Bukh, « Constructing Japan's 'Northern Territories': Domestic actors, Interests, and the Symbolism of the Disputed Islands », *International Relations of the Asia-Pacific*, Vol. 12, n° 3, 2012, p. 502.

⁵⁴ F. Loukianov, *op. cit.* [47].

⁵⁵ P. Salin, « Russia's Three Roads to Asia », *Russia in Global Affairs*, 27 décembre 2012.

⁵⁶ I. Zevelev, « A New Realism for the 21st Century », *Russia in Global Affairs*, 27 décembre 2012 ; L. Shevtsova, « Russia's 'Pivot' to China », *East Asia Forum*, 19 avril 2013.

⁵⁷ En 2012, la Chine représente 10,5 % du commerce extérieur russe. Le bloc européen dans son entier réalise 49,9 % des transactions commerciales russes. Source : Service fédéral des douanes de Russie, 2013.

dernières années à l'occasion des nombreux exercices militaires effectués dans le cadre de l'Organisation de Coopération de Shanghai. Des manœuvres navales d'ampleur inédite ont été conduites en mer Jaune (avril 2012) et en mer du Japon (juillet 2013), et la plus grosse vente d'armes russes à la Chine depuis dix ans a été signée en mars dernier⁵⁸. Sur le plan diplomatique, Russie et Chine défendent des positions similaires sur de nombreux dossiers (Syrie, Iran, Corée du Nord), en particulier au Conseil de Sécurité des Nations Unies. Le partenariat avec la Chine permet à la Russie de poursuivre un objectif majeur : résister à l'hégémonie des normes libérales américaines sur la scène internationale.

Face au poids grandissant de la Chine, le niveau d'autonomie russe pourrait faiblir sur les questions considérées par Pékin comme relevant de ses intérêts vitaux.

Les facteurs de politique intérieure japonaise et russe

La résolution d'un contentieux territorial, éminemment politique, requiert une entente entre deux dirigeants forts, qui peuvent éventuellement s'affranchir du soutien de l'opinion publique pour accorder des concessions impopulaires.

Or, du point de vue japonais, Vladimir Poutine est aujourd'hui un leader moins fort qu'il n'y paraît : le raidissement autoritaire symbolise cette perte de confiance. Certains analystes estiment donc qu'il est trop dépendant du facteur nationaliste et trop vulnérable sur le plan intérieur pour céder sur un dossier si symbolique, alors que la majorité de la population reste opposée à un retour des Kouriles au Japon⁵⁹. Sa position assez ouverte sur la question des Kouriles sud ne serait, en outre, pas représentative de l'attitude plus ferme des diplomates russes. Enfin, Moscou, qui connaît des revers diplomatiques sur son flanc ouest, pourrait difficilement fléchir sur une problématique touchant à la souveraineté, au prestige et à l'intégrité territoriale.

Côté japonais, la popularité actuelle de Shinzo Abe est liée aux réformes économiques volontaristes qu'il a mises en œuvre dès son arrivée au pouvoir. Le redressement de la croissance reste toutefois fragile et la cote de popularité du Premier ministre pourrait fléchir rapidement aux premiers signes de décrochage. Le retour de la stabilité politique au Japon n'est donc pas garanti. Par ailleurs, les affinités nationalistes de Shinzo Abe pourraient lui rendre difficile toute concession face à la Russie, qui provoquerait l'ire des milieux ultraconservateurs relativement puissants sous son mandat⁶⁰. Enfin, si la population japonaise se prononce pour une solution flexible de la

⁵⁸ Yu Bin, « China-Russia Relations : Pivot to Eurasia and Africa: Xi's Style », in *Comparative Connections*, CSIS Pacific Forum, mai 2013.

⁵⁹ Sh. Hakamada, « The Limits of Putin's Leadership », *Nippon.com*, 17 avril 2012. T. Akaha, *op. cit.* [3].

⁶⁰ Entretiens avec des experts des milieux diplomatiques et stratégiques japonais, Tokyo, avril 2013.

querelle territoriale, une très large majorité (76,5 %) nourrit des sentiments plutôt inamicaux envers la Russie⁶¹.

Pour les deux nations, le contentieux des Kouriles revêt une symbolique forte. Pour la Russie, il s'agit d'une question de dignité nationale, liée à son identité en tant que vainqueur de la Seconde Guerre Mondiale. Pour le Japon, il s'agit de voir reconnu l'illégalité de l'entrée en guerre de la Russie le 8 août, violant son pacte de non-agression, et de rappeler le souvenir des 600 000 prisonniers de guerre japonais retenus dans les camps de travail de Sibérie pendant de longues années⁶².

L'exacerbation des problématiques héritées de la Seconde guerre mondiale en Asie du Nord-Est constitue également une contrainte de taille à prendre en compte. En Asie, le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence reste une norme puissamment ancrée. Le risque d'apparaître « faible » dans une région où les relations internationales sont encore dominées par les rapports de force est difficilement acceptable.

⁶¹ Gaikô nikansuru yoronchôsa (Sondage lié aux questions diplomatiques), Cabinet du Premier ministre, octobre 2012, <www8.cao.go.jp/survey/h24/h24-gaiko/index.html>.

⁶² Entretien avec Hiroshi Yamazoe, chercheur au NIDS, Tokyo, 14 avril 2013 et d'autres experts des milieux stratégiques et diplomatiques japonais.

Conclusion

Face à la montée en puissance de la Chine, et dans le contexte post-Fukushima, la relation nippo-russe bénéficie d'une nouvelle dynamique. La Russie se rapproche du Japon pour faciliter le développement de son Extrême-Orient et son intégration en Asie orientale. De son côté, Tokyo renforce sa sécurité énergétique en investissant de manière croissante dans les hydrocarbures russes. L'approfondissement de leur relation permet également aux deux pays de diversifier leurs partenaires diplomatiques, dans une démarche de contrepoids vis-à-vis de la Chine.

Le renforcement des intérêts stratégiques communs, incarnés dans un partenariat de plus en plus développé, doit permettre le dépassement de la question territoriale. La conclusion d'un traité de paix signifierait la volonté de la Russie de prendre pied pleinement en Asie, et témoignerait de la bonne volonté japonaise à régler les litiges territoriaux, invalidant certains des arguments brandis par les autorités chinoises.

Pour certains chercheurs, comme Edward Luttwak, un rapprochement nippo-russe marquerait également un tournant crucial dans le rapport de force entre les rivaux stratégiques chinois et américains. Selon lui, le Japon disposerait d'atouts pour peser en faveur du « basculement » de la nation russe dans le « camps anti-chinois »⁶³. Il faut toutefois fortement nuancer ce propos. Pour l'instant, la Russie ne semble pas prête à se rallier à un clan particulier, mais poursuit au contraire son objectif fondamental d'incarner seule un pôle de puissance mondiale. Par ailleurs, si de telles ambitions ne déplairaient sans doute pas au Japon, il est conscient des limites qui s'imposeraient à son action.

Reste qu'une fenêtre d'opportunité s'est bien ouverte pour un rapprochement historique entre la Russie et le Japon. Tokyo et Moscou devraient se consacrer en priorité à la construction d'éléments structurants au sein de leur relation, avant de réussir à s'extraire des contraintes internes et externes qui pèsent encore sur les négociations pour un traité de paix. Sauf surprise, il est donc probable que le *statu quo* se prolonge autour des îles Kouriles.

⁶³ E. N. Luttwak, *La montée en puissance de la Chine et la logique de la stratégie*, Paris, Odile Jacob, 2012, p. 138.